

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

N° 490 du 07 au 27.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Vers une troisième intifada?

Israël » se prépare-t-elle à une nouvelle guerre ?

L'espoir que faisait naître Obama chez les Palestiniens "s'évapore", selon le Fatah.

Paroles & actions du président cette semaine ...

Obama prix Nobel... Une farce sanglante !

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Vidéo : 2 août : expulsion de la famille Hannoun

5-2 Vidéo : 2 août au soir : l'armée sioniste attaque les manifestants

5-3 3 août : interview de M. Hannoun (en anglais)

5-4 Vidéo : La famille Hanoun dort dans la rue, devant sa maison volée

5-5 Vidéo : Manifestation à Bilin.

5-6 Vidéo : Vous êtes un terroriste”, crie un Palestinien à Tony Blair lors de sa visite de la Mosquée Ibrahimi, à Al-Khalil (Hébron)

5-7 Vidéo : Le boycott d'Israël : Pourquoi ? Comment ?

5-8 Vidéo : « I am Israel »

5-9 «Par le feu et par le sang».

07-10 au 27-10: Peuple Palestinien : 2 tués - 17 blessés
Occupants : 0 tué - 5 blessés

Tiré a part

Vers une troisième intifada?

Un regain de tension est perceptible en Cisjordanie. Les actes de violence se multiplient à nouveau. Le principal bénéficiaire d'une nouvelle intifada serait sûrement l'Iran.

La tension est perceptible dans les territoires de Cisjordanie depuis plusieurs semaines. Des entrefilets dans la presse annoncent régulièrement des incidents. La recrudescence d'actes de terrorisme contre des civils ou des militaires inquiète [les experts israéliens](#). Des cocktails Molotov ont été lancés au passage de véhicules. De nombreux jets de pierre ont lieu quotidiennement sur des voitures ou des autocars circulant en Cisjordanie. Les troubles se sont propagés à Jérusalem où le Fatah, le parti du président Mahmoud Abbas, a appelé les palestiniens [à manifester en masse](#) pour marquer leur solidarité avec la mosquée Al-Aqsa et pour rappeler que Jérusalem reste la «*capitale éternelle de l'Etat palestinien indépendant*».

Des renforts de policiers ont été dépêchés à Jérusalem et dans plusieurs ville de Cisjordanie afin d'éviter les troubles lors de la prière du vendredi sur le Mont du Temple. Le Hamas en profite pour appeler à «*faire chuter le régime de Mahmoud Abbas et lancer une intifada*».

La situation est prise au sérieux par les dirigeants israéliens qui voient dans ces signes avant coureurs une tentative de lancer une troisième intifada. La première appelée «*guerre des pierres*» avait débuté le 9 décembre 1987 tandis que la seconde, appelée «*intifada Al-Aqsa*», avait été lancée le 29 septembre 2000 à la suite de la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade du Mont du Temple. Chacune de ces révoltes, aux motivations différentes, constituait à la fois un affrontement direct avec les Israéliens et une réponse collective à des problèmes internes au peuple palestinien. Les jeunes tenaient à manifester leur colère contre les échecs et les divisions de leurs dirigeants accusés de népotisme et de corruption.

Une étincelle a entraîné la première intifada. Un accident de la route, le 9 décembre 1987, impliquant un camion israélien et une voiture palestinienne, a entraîné la mort de quatre passagers. Ce prétexte a donné l'occasion à la foule palestinienne d'envahir la ville de Gaza pendant les funérailles et de s'en prendre à l'armée israélienne dans le camp de réfugiés de Jabalya. Les réelles motivations étaient à chercher ailleurs. Les manifestants de 1987 tenaient à prendre en main leur combat, jusqu'alors géré par leurs dirigeants de l'étranger, et voulaient s'opposer aux luttes de factions en réclamant «*l'unité nationale* » et en fustigeant la désunion et la discorde. De nouveaux visages, jeunes pour la plupart, ont alors bataillé avec la vieille garde totalement dépassée. Israël a réagi avec brutalité à cette première intifada qui a été déclenchée sous le gouvernement de droite de Yitzhak Shamir et qui s'est poursuivie sous celui du travailliste Yitzhak Rabin. Les Premiers ministres estimaient qu'il fallait écraser la révolte avant qu'elle ne se propage mais ils s'étaient complètement trompés sur son origine en imputant à tort à Yasser Arafat l'instigation de la révolte dans le but de redorer son blason. Les jeunes avaient agit d'eux-mêmes. La deuxième intifada a été déclenchée dans la foulée des [accords d'Oslo de 1993](#) qui avaient suscité beaucoup d'espoir mais qui avaient débouché sur un processus stérile puisque la situation sur le terrain n'avait pas évolué à l'exception d'une certaine autonomie financière obtenue par la direction palestinienne. Cette deuxième révolte a été à l'origine de l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon et, parallèlement, de la cassure du mouvement palestinien en deux entités antagonistes Fatah et [Hamas](#). Elle eu pour conséquence d'inciter les Israéliens à créer le mur de protection et à multiplier les colonies de peuplement chargées de mailler la Cisjordanie à des fins sécuritaires. Aujourd'hui la troisième intifada, qui semble poindre à l'horizon, est liée au dilemme auquel est confronté le peuple palestinien dans le choix de l'une des **trois stratégies** qu'il peut suivre pour sortir de son conflit avec Israël.

La première est diplomatique. Le président palestinien Mahmoud Abbas s'est rendu aux Etats-Unis pour obtenir des Américains leur implication plus directe et plus active dans le processus de paix. Or, plusieurs mois après l'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche, la situation reste figée et la diplomatie américaine est mise en échec. [Benjamin Netanyahu](#) s'est opposé ouvertement au gel de l'extension des implantations israéliennes et n'a pas aidé le président palestinien à se prévaloir d'une quelconque avancée politique. La persistance du blocus de Gaza déconsidère Mahmoud Abbas vis-à-vis de ses compatriotes.

Le deuxième choix implique une résistance civile, non violente, prônée au cas où les palestiniens veulent éviter une rupture totale avec le gouvernement israélien qui repousserait alors aux calendres grecques tout espoir de solution permettant l'émergence d'un Etat palestinien. Le cessez-le-feu a déjà été expérimenté en Cisjordanie et il avait pour avantage de ne pas porter atteinte aux conditions économiques de la population. Même si l'occupation militaire est reconnue comme humiliante et difficile, l'amélioration des conditions de vie est réelle tandis que le monde arabe se satisfait de cette situation de ni guerre ni paix.

La troisième approche reste la résistance violente, l'intifada, au moyen d'attaques contre les militaires et les civils israéliens. Bien qu'elle soit justifiée par une minorité de palestiniens, elle semble aujourd'hui avoir la faveur des jeunes qui ne se satisfont plus d'une réaction timorée de dirigeants espérant toujours que le salut viendra de l'étranger. L'incitation du Hamas, qui a fait la preuve de son efficacité à Gaza, à s'opposer à la fois à la direction actuelle palestinienne et à Tsahal commence à germer dans les esprits. Le seul frein à cette option réside dans la dépendance vis-à-vis de l'économie israélienne d'autant plus que les palestiniens ont volontairement modifié leur structure sociale en réduisant le nombre d'agriculteurs au profit d'un prolétariat qui s'expatrie en Israël. La situation politique est à présent bloquée et plusieurs signes annonciateurs donnent à penser que les mêmes causes risquent de produire les mêmes effets. En 1987, un officier israélien avait été tué, des camps militaires avaient été attaqués, des émeutes avaient été déclenchées dans différentes villes, des jets de pierre contre les véhicules se généralisaient et des barrages de pneus brûlés s'étendaient. Ce même type d'actions délibérées se reproduit aujourd'hui. Il reste à analyser le caractère spontané ou non de ces incidents dans les territoires. Sauf à choisir le suicide politique, le président palestinien Mahmoud Abbas n'a rien à gagner à susciter ces troubles car l'intifada est une arme à double tranchant. Le soulèvement populariserait certes auprès des milieux internationaux la question palestinienne pour qu'elle revienne au premier plan de l'actualité mais, elle risquerait de délégitimer une direction palestinienne déjà discréditée.

Les pays arabes, la Jordanie en particulier, verraient d'un mauvais œil les flambées de violence se propager au delà de leurs frontières au moment où ils sont particulièrement inquiets de l'évolution de l'Iran. Ils accuseraient la main d'Ahmadinejad d'avoir trempé dans un éventuel déclenchement d'une troisième intifada ayant pour but de détourner l'attention des occidentaux de ses centrales nucléaires.

La volonté du gouvernement israélien d'intervenir rapidement et en masse pour éteindre le feu relève de cette analyse. Mais l'Etat juif pourra difficilement, comme les fois précédentes, étouffer dans l'œuf le mouvement nationaliste comme il l'avait fait à l'arrivée du Likoud au pouvoir. Il devra inventer une nouvelle stratégie quand les germes d'un soulèvement seront de plus en plus visibles en Cisjordanie. Et il risque aussi d'agir plus vite contre l'Iran pour déstabiliser tous ses soutiens palestiniens.

Jacques Benillouche

12/10

<http://www.slate.fr/story/11501/Palestine-israel-intifada-hamas-netanyahou>

Israël » se prépare-t-elle à une nouvelle guerre ?.

Alors que le Commandement du Front intérieur israélien se prépare à distribuer les masques à gaz qu'il avait commandé aux israéliens début d'année, des sources militaires israéliennes ont affirmé qu'il est de plus en plus probable qu'« Israël » lance une guerre contre le Hezbollah et le Hamas.

En effet, d'après un article du Canard Enchaîné, « il serait de plus en plus probable qu'Israël mène des offensives terrestres contre le Hezbollah et le Hamas »,.

L'hebdomadaire s'est basé sur "ce qu'a exposé le commandant en chef de Tsahal, le général Gabi Ashkenazi, aux Américains et aux Français." Le Canard prétend, selon des sources secrètes, qu'Ashkenazi a rencontré le chef d'état-major US, l'amiral Michael Mullen, en Normandie, ainsi que son homologue français Jean-Louis Georgelin à Paris, le 4 octobre dernier.

Le général Ashkenazi aurait été envoyé "en mission" par les autorités israéliennes qui lui avaient demandé de rassurer les Etats-Unis et la France sur le volet iranien; il aurait expliqué aux deux parties qu'Israël ne planifie pas d'offensive contre les structures nucléaires iraniennes mais qu'il se réserve "le droit de riposter ou de mener des opérations terrestres dans le Liban-Sud contre le Hezbollah, ou dans la bande de Gaza où règne le Hamas, allié de l'Iran."

Cela dit, le commandant en chef du Front intérieur, Yair Golan, a déclaré à Haaretz que le Commandement du front intérieur a terminé le développement d'un nouveau plan de fortification des anciens bâtiments tournera autour de telle sorte que l'escalier pour les zones de sécurité de la population d'appartements de situation d'urgence.

Le commandant en chef prévoit de distribuer des kits aux habitants du nord et du centre, deux régions considérées comme les plus sensibles aux attaques chimiques.

En ce qui concerne le Golan un plan a été élaboré, qui permettrait d'améliorer la défense civile

pour la protection des anciens bâtiments, le plan prévoit de transformer les escaliers en pièces pour assurer la défense civile, ce qui permettrait de maintenir la population en sécurité dans des situations d'urgence.

Yair a déclaré que « 2010 était l'année dans laquelle on doit être surentraîné et que notre défense civile doit être améliorée », soulignant qu'« Israël fait face à des milliers de missiles dotés d'ogives, qui pèsent une demi-tonne. »

Samedi 17 Octobre 2009

<http://www.almanar.com.lb>

http://www.alterinfo.net/Israel-se-prepare-t-elle-a-une-guerre_a38090.html

L'espoir que faisait naître Obama chez les Palestiniens "s'évapore", selon le Fatah.

Un mémorandum interne, circulant actuellement au sein du Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas, affirme que les espoirs placés dans la nouvelle administration Obama "se sont évaporés", les Palestiniens considérant que la Maison Blanche a reculé face à Israël.

Ce document, obtenu mardi par l'Associated Press, accuse les Etats-Unis d'avoir reculé sur leur exigence de gel des constructions dans les colonies sous la pression du lobby pro-israélien de Washington, et d'avoir échoué à fixer un calendrier clair pour la reprise de pourparlers de paix.

Le texte, daté du 12 octobre, émane du bureau de la mobilisation du Fatah, dirigé par le numéro deux du parti, Mohammed Ghneim.

On ne sait pas pour l'heure si ce document reflète le point de vue du président Abbas.

Ni s'il était destiné à "fuir" pour faire pression sur Barack Obama, afin qu'il hausse le ton face à Israël.

Reste que son apparition intervient dans la foulée de l'obtention-surprise par le président américain du prix Nobel de la paix. Un prix considéré comme attribué par anticipation, pour justement les espoirs de paix qu'il suscite.

Le document, lui, en prend le contrepied: "Tous les espoirs placés dans la nouvelle administration et dans le président Obama se sont évaporés", peut-on lire. Obama "n'a pas pu faire face à la pression du lobby sioniste, qui a débouché sur un repli par rapport à ses prises de position précédentes sur l'arrêt des constructions dans les implantations (juives en Cisjordanie, NDLR) et sur la définition d'un calendrier pour les négociations et la paix". Les Palestiniens s'étaient montrés encouragés par l'arrivée d'Obama à la Maison Blanche et par sa main tendue au monde musulman, espérant de lui des positions nettement moins pro-israéliennes que son prédécesseur George W. Bush.

Le document du Fatah réaffirme qu'il s'agit là de deux préconditions avant la reprise de toute négociation. La partie américaine de son côté dit n'avoir pas abandonné ces objectifs, mais que Washington ne les considère pas comme des préalables.

Et l'intervention d'Obama en personne le mois dernier, qui a organisé une réunion tripartite avec Abbas et le Premier ministre Benjamin Nétanyahou en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, n'a pas permis de sortir de l'impasse.

Le document du Fatah vient faire écho à l'expression de la déception d'autres personnalités du parti. Dimanche, l'ancien homme fort du Fatah dans la Bande de Gaza, Mohammed Dahlan, déclarait que le parti se sentait "très déçu et inquiet par le recul de l'administration américaine".

Ce mémo est en outre rendu public à un moment où le Fatah est en plein trouble et en colère contre Mahmoud Abbas: sous la pression des Etats-Unis, le président de l'Autorité palestinienne avait en effet renoncé à avancer sur le chemin d'une éventuelle traduction d'Israël devant la justice internationale pour crimes de guerre lors de son offensive dans la Bande de Gaza l'hiver dernier. Mais, confronté à la colère palestinienne, il a change son fusil d'épaule et relancé la machine.

Les Palestiniens étant remontés au créneau, la Commission des droits de l'homme de l'ONU va donc se pencher à compter de jeudi sur le rapport du juge sud-africain Richard Goldstone, qui accuse Israël de recours disproportionné à la force lors de l'opération "Plomb fondu" à Gaza.

Dans cette affaire, Abbas a également subi une pluie de critiques venant du Hamas. Mardi, dans son discours le plus virulent à ce jour contre le Mouvement de la résistance islamique, il a dénoncé un "Emirat de l'obscurité" à Gaza, et accusé les combattants du Hamas d'avoir fui à l'époque, en "abandonnant les leurs à la mort".

AP

13 octobre,

http://fr.news.yahoo.com/3/20091013/twl-israel-palestiniens-usa-obama-224d7fb_2.html

Paroles & actions du président cette semaine ...

Obama prix Nobel... Une farce sanglante !

Selon quoi le Président Obama avait eu le Prix Nobel de la Paix 2009 pour « ses efforts extraordinaires dans le renforcement de la diplomatie internationale et la coopération entre les peuples ».

Cela doit sûrement être le prix le plus rapide jamais attribué dans d'aussi brefs délais.

Serait-ce une sorte de lot de consolation après avoir perdu la candidature olympique ?

Serait-ce une récompense pour avoir retardé le procès des crimes de guerre israéliens ?

Serait-ce pour faire semblant de retirer ses troupes d'Irak, mais en permettant à des entreprises privées de sécurité d'y placer des milliers de leurs agents et poursuivre leurs activités clandestines ?

Serait-ce pour avoir étendu la guerre en Afghanistan et vouloir ajouter des milliers de soldats dans la zone de guerre ?

Serait-ce pour vouloir réduire les armes nucléaires, mais sous la tromperie de vouloir faire fabriquer beaucoup plus de petites armes conventionnelles de destruction massive ?

Serait-ce par qu'il se tient aux côtés d'Israël et cède à toutes ses exigences ?

Serait-ce parce qu'il applique continuellement des pressions sur l'Iran qui ne sont même pas une menace pour les Etats-Unis ?

Serait-ce en récompense de son soutien pour les institutions financières en place et pour avoir condamné les pauvres à en payer le prix ?

Je suis sûr qu'une fois que nous nous serons tous remis de ce choc, nous pourrons énumérer bien d'autres raisons. Alors, quelles sont donc ses réalisations qui justifient un prix si prestigieux ?

Avant d'étudier cet homme de plus près, nous devons nous rappeler que la plupart des discours et des actions prises par un président ou un premier ministre sont rédigés par leurs conseillers appropriés. Prenons un moment pour étudier les promesses qu'il a faites à son peuple et au monde à son entrée en fonctions au titre de 44^e président des États-Unis.

Barack Obama a promis une nouvelle ère de domination américaine dans laquelle la puissance militaire pourrait être tempérée par de l'humilité et de la retenue.

M. Obama a établi le contact avec le monde musulman et a déclaré que l'Amérique devait à nouveau mériter sa grandeur.

M. Obama a promis de rétablir des alliances et a dit que les Américains devaient reconnaître leurs devoirs « à nous-mêmes, à notre nation et au monde ». Il a dit aussi que leur puissance militaire n'autorisait pas les Etats-Unis « à faire ce qui leur plaît ».

« Sachez-le bien, ces devoirs seront remplis. En ce jour, nous nous réunissons parce que nous avons choisi l'espoir contre la peur, l'unité des objectifs contre le conflit et la discorde », dit-il. « A partir d'aujourd'hui, nous devons nous relever, secouer la poussière sur nous et entamer à nouveau la tâche de reconstruire l'Amérique ». Aux musulmans il a offert une « nouvelle voie, fondée sur l'intérêt mutuel et le respect mutuel », mais il a averti les terroristes qu'ils seraient battus. Pour ceux qui nous regardent, a-t-il ajouté, « sachez que l'Amérique est un ami de chaque nation et de chaque homme, femme et enfant qui cherche un avenir de paix et de dignité, et que nous sommes prêts à être à nous tenir en tête une fois de plus. » Ses promesse de fermer Guantanamo Bay et certaines de ses citations clés ont été retentissantes mais le temps montrera la véritable nature de cet homme qui ne fait que parler. Jusqu'à présent, nous avons vu la faiblesse de sa promesse à propos de Guantanamo Bay, son incapacité à mettre Israël au pas et ses inutiles discours agressifs à l'égard de l'Iran.

Nous voyons aussi président avançant ses objectifs cachés en expliquant pourquoi les Etats-Unis sont en Afghanistan, et utilisant des tactiques alarmistes similaires à celles d'autres dirigeants dans le monde pour « terminer le travail ». Il a donné son accord à une nouvelle tactique consistant à envoyer plus de troupes en Afghanistan, et il a même changé le commandant américain pour manque de résultats à ce jour.

Nous avons maintenant un nouveau commandant qui nous dit que si davantage de troupes ne sont pas expédiées la guerre sera perdue. Le président a été jusqu'à déclarer au premier ministre britannique que les rues de Grande-Bretagne étaient désormais plus à risque que celles des États-Unis. Depuis quand les Talibans ont-ils mené des attaques terroristes en Europe ou aux Etats-Unis ?

Nous voyons cet autre président prendre le contrôle de l'Organisation des Nations Unies en annonçant publiquement ce que les autres pays devraient ou ne devraient pas faire, mais tout en ne tenant aucun compte de ses exigences.

Peut-être verrons-nous Ban Ki-Moon recevoir le Prix Nobel l'année prochaine pour services rendus à l'humanité ! Je suis sûr qu'il y a beaucoup plus de gens qui, ce qui fait de toute cette histoire une plaisanterie.

Peter Eyre

The Palestine Telegraph

10 octobre 2009 - 09h:02

Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.paltelegraph.com/diaries...>

Traduction : Info-Palestine.net

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7441

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

Bande de Gaza - Au jour le jour

Un enfant malade meurt : 360^e victimes.

21-10

Le ministre palestinien de la santé a annoncé, ce lundi 20/10, la mort de l'enfant Tamer Jamil Sakani, 13 ans, en confirmant que les forces occupantes l'ont interdit de voyager pour se soigner à l'étranger, en élevant le nombre à 360 victimes, tués à cause du blocus arbitraire sioniste.

L'état sanitaire de l'enfant Sakani, qui souffrait d'un cancer, s'est détérioré dernièrement après l'épuisement des médicaments, dû au sévère blocus imposé contre la bande de Gaza depuis plus de 3 ans successifs.

21/10

<http://www.palestine-info.cc>

22-10

"Nouvelle agression contre les habitants de Gaza, les avions militaires de type (F16), ont bombardé les champs agricoles et les propriétés des palestiniens près des frontières de la bande de Gaza avec les territoires égyptiens", ont déclaré les sources locales au correspondant du centre palestinien d'information.

Dans le même contexte, le correspondant du centre palestinien d'information a rapporté des sources locales dans la ville de Gaza que l'aviation militaire a bombardé un atelier à Jabalia.

22/10

CPI

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz>

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

04-10

La police israélienne a fermé dimanche l'esplanade des Mosquées de Jérusalem à la suite de heurts avec des manifestants palestiniens qui ont fait une dizaine de blessés légers. Parmi les blessés figurent deux policiers.

La semaine dernière des incidents analogues sur ce même site avaient fait une trentaine de blessés.

L'esplanade, qui abrite les mosquées d'Al Aksa et du Dôme du rocher, est considérée comme le troisième lieu saint de l'islam après la Mecque et Médine, en Arabie saoudite.

La partie orientale et arabe de Jérusalem a été conquise et annexée durant la guerre de 1967 par Israël, qui a proclamé ensuite que la ville réunifiée serait sa capitale à jamais, une initiative qui n'est reconnue par aucun pays étranger

http://fr.news.yahoo.com/4/20091004/twl-po-violences-38cfb6d_1.html

06-10

Des incidents se sont produits lundi à Jérusalem.

Plusieurs dizaines de jeunes Palestiniens ont lancé des pierres sur des policiers israéliens dans la Vieille ville. Il y a eu plusieurs arrestations, selon la police.

Les tensions sont vives à l'heure de la fête juive de Souccot.

<http://fr.news.yahoo.com:80/3/20091005/twl-israel-palestiniens-gb-951b410.html>

Mehdi Abu Ayyesh, 17 ans,

est mort des suites de ses blessures de mars dernier.

Hier, lundi 12 octobre, Mehdi Sa'id Abu Ayyesh a finalement succombé à ses blessures dans un hôpital d'Hébron.

Il avait été blessé à la tête par un tir à balles réelles, dont les médecins pensent qu'il s'agissait de balles de calibre .22 tirées par un pistolet Ruger, dont l'armée israélienne prétend qu'elles sont « non létales », le soir du 4 mars 2009 devant chez lui pendant une invasion militaire israélienne, au prétexte qu'il aurait jeté des pierres sur les soldats.

Il avait été transporté à l'hôpital à Hébron, où il est resté dans le coma avec des éclats de balle dans le cerveau, jusqu'à ce que son corps maintenant émacié rejette finalement l'appareil respiratoire et les médicaments, tôt ce matin.

8.000 habitants de Beit Ommar sont allés au devant de son corps lorsqu'il a été rendu au village, et ont participé à une immense procession funéraire.

Comme c'est l'habitude à Beit Ommar, les soldats israéliens ont envahi le village pendant les funérailles, tirant massivement des grenades lacrymogènes et des balles caoutchouc-acier, ainsi que d'autres gaz non identifiés qui ont provoqué des vomissements.

Pendant plus de 5 heures, des petits groupes de soldats ont parcouru le village à pied, tirant sur les groupes de jeunes qui s'étaient rassemblés pour repousser l'armée d'invasion avec des pierres.

Source : [PSP \(Palestine Solidarity Project\)](#)

13-10-2009

Traduction : MR pour ISM

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=12845&type=temoignage&lesujet=Incursions>

21/10

Des colons attaquent une famille palestinienne à Sheikh Jarrah et blessent 7 personnes

Les colons qui se sont récemment emparés de la maison de la famille Gawi, expulsée par la force de chez elle à Sheikh Jarrah le 2 août 2009, ont attaqué hier le campement palestinien installé à l'extérieur. Selon les sources locales, sept palestiniens ont été blessés.

L'attaque a commencé entre 8h et 8h30, lorsque le chauffeur d'un camion de livraison de meubles pour la maison occupée, accompagné de quatre colons, a agressé un gamin de 5 ans de la famille Gawi, qui jouait à côté.

Source : [Palsolidarity](#)

Traduction : MR pour ISM

http://www.alterinfo.net/Non-au-nettoyage-ethnique-!-Des-colons-attaquent-une-famille-palestinienne-a-Sheikh-Jarrah-et-blessent-7-personnes_a38233.html

25-10

La police israélienne a utilisé dimanche des grenades assourdissantes pour disperser des centaines de manifestants palestiniens qui lui jetaient des pierres sur l'Esplanade des Mosquées, dans la vieille ville de Jérusalem.

Au cours de ces incidents, trois policiers israéliens ont été légèrement blessés et 15 manifestants ont été arrêtés, dont Hatem Abdelkader, le conseiller du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas pour les questions de Jérusalem. D'après Micky Rosenfeld, porte-parole de la police israélienne, le responsable politique palestinien est soupçonné d'incitation aux troubles à l'ordre public.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article998>

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 7.030
Palestiniens blessés	: 54.676
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.201 (359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6611

Les chiffres indiqués sont [vérifiés par le recoupement](#) des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

a) Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Abbas

Abdelbari Atwan : Abbas s'en prend vivement au Hamas et ignore totalement les criminels sionistes.

Le rédacteur en chef du journal "Qods al arabi", Abdelbari Atwan a fortement critiqué le président sortant, Mahmoud Abbas, en considérant qu'il s'est pris vivement au Hamas, au moment où il a ignoré totalement les criminels sionistes.

"Abbas a ignoré les crimes de l'occupation, à Al Qods, dont les projets de judaïsation, les démolitions des maisons palestiniennes, les campagnes d'arrestations, les assauts d'assassinats en Cisjordanie et à Gaza, alors qu'il attaque fortement le Hamas", a contesté le célèbre palestinien, Abdelbari Atwan.

Atwan a appelé Abbas à la nécessité de traiter la réalité telle qu'elle est, en réalisant d'abord la réconciliation avec le Fatah, en faisant allusion au refus des grands dirigeants du Fatah à la stratégie inutile d'Abbas qui ne serve que l'occupation israélienne.

"Comment peut Abbas nous convaincre par ses délires concernant la réconciliation nationale, alors que le comité central, le comité exécutif du Fatah, ainsi que son conseiller Yasser Abd Rabou n'avaient pas pris connaissance de sa décision à propos du report du rapport de Goldstone?", s'est interrogé Atwan.

Atwan a ajouté : " Abbas n'a pas voulu, à deux reprises durant sa visite à Damas, rencontrer Khaled Mechaal".
"Est-ce que Mechaal est plus dangereux pour la Palestine que Liebermann ou Netanyahu?
Pourquoi se précipite-t-il pour rencontrer les sionistes à New York, et tourne le dos aux palestiniens? Et puis qu'elle réconciliation veut Abbas, au juste?"

Abdelbari Atwan

14/10/2009

CPI

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7WcpWW2wVrES7DnlCMHoOvUM%2fnKccbZr0%2fX6hY%2f3YIDozbgQUjDZbgCP359yxGIN4CkKh%2bJ0Ym3gB0qUYHFKu6JmcMUO8EyeQHI5m%2brlRVa8%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7WcpWW2wVrES7DnlCMHoOvUM%2fnKccbZr0%2fX6hY%2f3YIDozbgQUjDZbgCP359yxGIN4CkKh%2bJ0Ym3gB0qUYHFKu6JmcMUO8EyeQHI5m%2brlRVa8%3d)

1-2 Les analyses (du processus de paix).

Ayman al-Zawahri accuse Barack Obama d'être un "imposteur".

Le numéro deux d'Al-Qaïda Ayman al-Zawahri a reproché lundi au président américain [Barack Obama](#) de n'avoir pas réussi à obtenir un gel de la colonisation israélienne en Cisjordanie, le qualifiant d'"imposteur" dans un nouveau message audio.

Dans le nouvel enregistrement, Ayman al-Zawahri épingle une nouvelle fois Barack Obama.

Le chef de la Maison Blanche a publiquement appelé à un gel de la colonisation israélienne en vue de relancer les pourparlers de paix avec les Palestiniens mais ses demandes ont été repoussées la semaine dernière par le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou.

Des responsables américains ont demandé aux pays arabes de normaliser leurs relations avec [Israël](#) pour l'encourager à reprendre les pourparlers avec les Palestiniens.

[Obama](#), "l'imposteur, qui faisait semblant d'être affecté par la souffrance des Palestiniens", "autorise les colonies à prospérer en Cisjordanie et à Jérusalem, en pressant les fragiles dirigeants (arabes) de proposer davantage de concessions", déclare Al-Zawahri dans le message. "Avons nous besoin d'autres crimes à Kaboul, Bagdad, Mogadiscio et Gaza pour être sûrs de sa nature criminelle".

28/9

http://fr.news.yahoo.com/3/20090928/twl-terrorisme-al-qaida-1be00ca_2.html

1-4 Plan de réconciliation palestinienne.

Le Hamas rejette le plan de réconciliation palestinienne proposé par l'Egypte.

Cette proposition prévoit également que le Hamas puisse déployer 3.000 policiers dans la Bande de Gaza. Des comités de surveillance composés de membres des deux camps seraient également créés pour établir une force de sécurité unifiée dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, tandis qu'un comité distinct serait, lui, chargé de préparer les élections.

Le plan du Caire n'aborde pas plusieurs des principaux points de discorde entre le Fatah et le Hamas, notamment le renoncement à la lutte armée et la reconnaissance d'Israël par un éventuel gouvernement palestinien unifié.

La direction du Hamas, basée en Syrie, a annoncé jeudi avoir rejeté en l'état le plan de réconciliation entre le Hamas et le Fatah, proposé par la médiation égyptienne.

Dans un communiqué, le [Hamas](#) et sept autres factions palestiniennes ont expliqué que le plan de réconciliation devait être revu pour inclure une référence au droit des Palestiniens à résister à l'occupation israélienne.

"La formulation soumise aux factions par Le Caire ne fait aucune référence à la lutte (contre [Israël](#), NDLR) et à l'agression contre notre peuple", indique ce communiqué, précisant que ses signataires n'approuveraient pas la proposition égyptienne si elle n'était pas amendée.

L'Egypte assure depuis des mois une médiation pour tenter d'obtenir un accord de réconciliation, prélude à des négociations plus larges en vue d'un accord de paix au Proche-Orient.

Le [Fatah](#) a annoncé mercredi qu'il acceptait le plan égyptien, qui prévoit notamment des élections présidentielle et législatives le 28 juin 2010.

Le mouvement a indiqué avoir signé le plan et envoyé un émissaire au Caire pour faire parvenir sa réponse jeudi.

AP

15-10

http://fr.news.yahoo.com/3/20091015/twl-israel-palestiniens-reconciliation-951b410_2.html

1-6 Gouvernement cherche coalition désespérément...

Mahmoud Abbas convoque les élections palestiniennes le 24 janvier 2010.

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a signé vendredi le décret convoquant les élections présidentielle et législatives palestiniennes le 24 janvier prochain, une initiative qui risque d'accroître encore les tensions interpalestiniennes entre le Fatah et le Hamas.

Le décret de vendredi était attendu après l'échec des pourparlers de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, cette semaine. Un accord aurait reporté le scrutin au mois de juin.

Le porte-parole de Mahmoud Abbas, Nabil Abou Rdeneh a expliqué que faute d'accord Fatah-Hamas, Mahmoud Abbas était constitutionnellement tenu de convoquer le scrutin en janvier. Il a précisé que le vote se déroulerait en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et dans la Bande de Gaza.

Mais on ignore comment l'Autorité palestinienne pourra organiser le scrutin à Jérusalem-Est, sous contrôle israélien, et dans la Bande de Gaza, où le Hamas, vainqueur des législatives de 2006, a pris le pouvoir en juin 2007. L'Autorité palestinienne ne contrôle plus de fait que la Cisjordanie.

Le Hamas a aussitôt condamné la décision de Mahmoud Abbas, le porte-parole du Mouvement de la résistance islamique Sami Abou Zouhri expliquant que l'Autorité palestinienne ne pouvait organiser des élections dans la Bande de Gaza. "Cette annonce signifie que les élections n'auront lieu qu'en Cisjordanie, scellant la fracture palestinienne au lieu de résoudre le problème", a-t-il estimé.

Cette semaine, l'Egypte n'était pas parvenue à réunir les deux parties pour une nouvelle séance de pourparlers au Caire, où elle espérait qu'un accord de réconciliation aurait pu être signé.

AP

23 octobre

<http://www.aloufok.net/spip.php?article991>

Hamas: le décret d'Abbas est illégitime et reflète ses réelles intentions contre la réconciliation.

"On refuse d'une manière plus décisive, le soi-disant décret du président sortant Mahmoud Abbas, pour la fixation de la date des élections qui n'aura pour objectif que de paralyser les efforts égyptiens pour la ratification d'une réconciliation palestinienne", a annoncé le Hamas en contestation contre la proclamation d'Abbas.

Le Hamas a publié un communiqué le vendredi soir 23/10, en rapportant son refus décisif à ce décret qu'avait désigné illégitime et inconstitutionnel.

Le Hamas qu'avait choisi de renforcer sa stratégie démocratique à travers l'entente palestinienne a souligné "Abbas n'est plus habilité à émettre de tels décrets".

"Abbas est un président sortant qu'avait perdu sa légitimité, il ne pourra d'ailleurs rien décréter, surtout que toute décision ou mesure sans le consensus nationale va approfondir que les désaccords entre les palestiniens", a protesté fermement le Hamas contre toute date fixe des élections avant la réconciliation palestinienne.

Le Hamas a mis en garde contre les conséquences très désastreuses, en qualifiant qu'Abbas avait pris cette décision illégale en soumission aux exigences israélo-américaines qui visent à réaliser leurs objectifs à travers le renforcement des désaccords palestiniens, notamment pour échouer la réalisation de la réconciliation palestinienne, tout en portant la responsabilité toute entière sur Abbas et son groupe à Ramallah.

Il est à noter que le président sortant Mahmoud Abbas a convoqué des élections présidentielle et législatives pour le 24 janvier 2010 dans l'ensemble des territoires palestiniens, sans aucun consensus national.

24/10

<http://www.palestine-solidarite.org:80/actualite.CPI.241009.htm>

1-10 Politique extérieure & économique.

Un programme immobilier en Cisjordanie

Mahmoud Abbas a inauguré mardi le programme immobilier le plus ambitieux à ce jour en Cisjordanie, qui vise à créer 30.000 logements dans les cinq à dix prochaines années.

"L'objectif de ce projet est de poser les fondations de l'Etat indépendant", a dit Mohammad Moustafa, président du Fonds d'investissement de Palestine (Pif), tandis qu'Abbas dévoilait une plaque dans un décor de collines couvertes d'oliveraies.

Une nouvelle route, goudronnée depuis deux jours, a conduit le convoi présidentiel à l'endroit où la société Amaar, récemment fondée par Moustafa, construira mille logements destinés à 5.000 personnes près de Djénine. Il s'agit de la première phase du plus vaste programme immobilier jamais entrepris par les Palestiniens.

La Cisjordanie occupée compte 2,5 millions d'habitants palestiniens, mais leurs projets de construction à grande échelle y sont tout récents.

Des centaines de milliers d'entre eux vivent dans des agglomérations dépourvues d'infrastructures essentielles, qui furent d'abord des camps de réfugiés une fois créé l'Etat d'Israël en 1948 et restent considérés comme tels bien qu'ils aient acquis un caractère permanent.

"Ces projets de logement ont pour but d'attacher les gens à leur terre, de relever le défi du développement des colonies et de préserver la terre", a déclaré le ministre du Logement, Mohammed Chtayyeh.

Les Palestiniens ont besoin de 10.000 à 12.000 logements par an pour absorber leur croissance démographique, a-t-il dit. Pour atteindre cet objectif, il leur faudrait construire sur des terrains aujourd'hui sous contrôle israélien, l'impact de l'occupation sur le marché se traduisant par de fortes hausses de prix dans les zones que les Palestiniens administrent seuls.

Le Pif a annoncé lundi la création du Groupe immobilier Amaar, doté d'un capital de 220 millions de dollars, pour la gestion de projets immobiliers et touristiques existants évalués à un milliard de dollars environ, avec pour objectif de porter les investissements à deux milliards sur cinq ans.

Le Pif a entrepris en juin la construction de 2.000 logements bon marché destinés à 10.000 personnes à Reehane, dans le centre de la Cisjordanie.

AUTORISATION ISRAËLIENNE REQUISE

Mais une nouvelle ville du nom de Raouabi, avec 5.000 logements destinés à 25.000 personnes, n'existe encore que sur le papier, au nord de Ramallah, car Israël n'a pas encore autorisé la construction des routes qui y donneraient accès.

Israël contrôle environ 60% du territoire de la Cisjordanie, qu'il a conquis en 1967, et plus de 300.000 Israéliens habitent la centaine d'implantations juives qui en parsèment les collines.

Ces colons revendiquent leurs terres au nom d'un héritage biblique non reconnu par le droit international.

Reuters

Avec Wael Ahmad à Djénine, version française Philippe Bas-Rabérin

13 octobre,

http://fr.news.yahoo.com/4/20091013/twl-palestiniens-construction-38cfb6d_1.html

L'occupation viole la loi internationale en prolongeant la détention des palestiniens.

B'Tselem confirmant l'arrestation de 1000 palestiniens depuis l'Intifada d'al Aqsa

"L'occupation détient mille palestiniens, dont des femmes et des enfants, depuis l'Intifada d'al Aqsa, et prolonge leur détention administrative, sans aucun jugement", a révélé l'organisation juridique israélienne, "B'Tselem", chargée des droits de l'homme dans l'entité sioniste.

"Certains détenus palestiniens ont dépassé 4 ans, sans aucun jugement, chose qui présente une violation à la loi internationale", a souligné l'organisation juridique, "B'Tselem".

Lors de son rapport publié, le mercredi 14/10, "B'Tselem" a confirmé que le nombre des arrestations administratives a dépassé 350 cas, cette année seulement, en révélant que les juges ont ratifié 95% des dossiers des détentions administratives, tout en soulignant l'influence des services de renseignements sionistes, "Chabak", sur ces dossiers.

Al Nassera : B'Tselem

15/10/2009 -

[http://www.palestine-](http://www.palestine-18-10)

18-10

Le ministère des captifs et des libérés a annoncé que deux captifs sont entrés dans la liste des anciens détenus palestiniens qui ont dépassé plus de 20 ans de souffrance dans les prisons de l'occupation sioniste, en levant leur nombre à 108 personnes.

"Les deux captifs, Majdi Atia (48ans) de Toulkarem et Mahmoud Saïd Ahmed Jaradate (46 ans) de Jénine, sont entrés dans la liste des anciens captifs qui ont dépassé la vingtième année de souffrance dans les geôles de l'occupation, après avoir été condamnés à la perpétuité", a dévoilé le directeur du bureau médiatique du ministère des captifs, Riyad Al Achkar, en confirmant que les deux captifs ont été enlevés le 17/10/1989.

CPI

[http://www.palestine-info.cc/fr/default.](http://www.palestine-info.cc/fr/default)

18-10

Al Achkar a révélé aussi que la captive, Warda Abbas Abdel Fattah Barkawi, des habitants d'Al Jalil a déjà passé 7 ans de sa peine après avoir été condamnée à une peine de 8 ans, depuis son arrestation, le 16/10/2003.

Le ministère palestinien des captifs et libérés a exhorté les institutions, organisations juridiques régionales et internationales, ainsi que les hommes libres au monde qui s'occupent des droits de l'homme et des prisonniers, à assumer leurs responsabilités et presser sur l'occupation israélienne afin de libérer les captifs palestiniens qui vivent des conditions inhumaines très difficiles dans les prisons sionistes.

CPI

18/10/2009

[http://www.palestine-info.cc/fr/default.](http://www.palestine-info.cc/fr/default)

b) Politique Israélienne

Netanyahu & Lieberman

Lieberman

La nouvelle politique étrangère de Lieberman.

Le ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, veut revoir la politique étrangère israélienne. D'après plusieurs sources officielles, il présentera dans les prochains jours un premier document de cinq pages aux hauts responsables de son ministère, afin d'amorcer les discussions sur "les grandes lignes de la toute nouvelle politique extérieure".

Trois points majeurs seront notamment soulignés dans le document :

le développement de liens avec certaines parties du monde "négligées" par les gouvernements précédents ; la nécessaire diminution des attentes internationales concernant des progrès dans les négociations avec les Palestiniens ;

et

la création d'une politique de "tolérance zéro" mondiale contre toute forme d'expression antisémite.

La note dénonce en particulier la dérive du portefeuille en "ministère des Affaires palestiniennes, dont la politique étrangère israélienne est presque entièrement orientée autour de cette question précise". Une stratégie qui a "fait du tort aux intérêts israéliens dans ses relations internationales, plus particulièrement celles avec les Etats-Unis et l'Europe (...).

Même si les Etats-Unis restent le meilleur allié d'Israël, l'état de dépendance est malsain pour les deux parties. Notre pays doit construire des relations fortes avec d'autres Etats sur la base d'intérêts communs. Son cercle de soutien pourra ainsi être étendu et renforcé - ce qui constituera un soulagement pour les Etats-Unis aussi". Et ces relations doivent s'étendre à d'autres domaines que la sécurité régionale et la lutte contre le terrorisme, selon Lieberman, à savoir : l'économie, la culture et la recherche scientifique, entre autres.

"Pendant des décennies, Israël a négligé des régions entières : Amérique latine, Afrique, Europe de l'Est et les Balkans, l'Asie Centrale et du Sud-est. Le coût de cette négligence est immense et a été mis en évidence lors des conférences de l'ONU et autres forums internationaux ".

Le document appelle ainsi à multiplier "les réunions de hauts responsables, à accroître les aides au développement, et à développer des liens économiques et financiers plus forts, en remodelant la scène internationale, pour qu'Israël n'y soit plus un acteur solitaire".

Quant au conflit israélo-palestinien, aucun plan de paix n'a pu être bâti concrètement depuis les accords d'Oslo (il y a seize ans), souligne le ministère. Critiquant les efforts d'Obama pour une paix immédiate il ajoute : "Créer des attentes exagérées sur le court terme [...] pourrait décevoir une fois de plus la communauté internationale et endommager les relations avec les Etats-Unis et l'Europe, voire mené à des réponses violentes des Palestiniens." Une approche plus réaliste est donc nécessaire : "Nous pouvons atteindre des accords provisoires, sans forcément résoudre les problèmes principaux - Jérusalem, le droit de retour des réfugiés ou les frontières. En étant réaliste, c'est le maximum qui peut être fait et il est important que les Etats-Unis et l'Europe le comprennent", précise Lieberman.

"Outre les manifestations classiques de l'antisémitisme, de nouvelles tactiques surgissent : les boycotts de produits et d'institutions israéliens, les procès contre les dirigeants israéliens et le personnel militaire (...). Nous ne pouvons rester silencieux face à la conduite du gouvernement suédois qui ne condamne pas les articles antisémites publiés dans les médias nationaux", ajoute le ministère. "Seule une position convaincue et offensive face à ces événements fera comprendre au monde qu'il n'est pas permis d'accepter ou d'encourager l'antisémitisme, quelle que soit sa forme."

7/9

<http://fr.jpost.com:80/servlet/Satellite?cid=1254861888977&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

Les jeunes israéliens essayent d'échapper au service militaire.

A Tel-Aviv, les autorités israéliennes, qui s'inquiétaient, déjà, de voir les jeunes israéliens essayer d'échapper au service militaire, se voient, maintenant, confrontées à l'opposition de certains jeunes au service militaire. D'après les médias israéliens, 80 lycéens, qui venaient de terminer leurs études et qui devaient accomplir leur service militaire obligatoire, ont signé une pétition demandant aux jeunes israéliens de refuser de faire leur service militaire, pour, ainsi, empêcher la répression des Palestiniens. "Nous les filles et les fils d'Israël, indique la pétition, nous sommes contre la politique répressive de l'armée israélienne, dans les régions occupées, et nous refusons, donc, de rejoindre les rangs de l'armée." Ils ont, aussi, affirmé qu'ils ne pouvaient pas ignorer ou rester indifférents devant cette réalité qu'est l'occupation, qui est un acte extrémiste, brutal, raciste, inhumain, illégal, immoral et non démocratique.

D'après le rapport de l'armée israélienne, environ, un quart de jeunes israéliens, échappent au service militaire, sous divers prétextes. Plus de 25% des garçons et, environ, 45% des filles, ont refusé de faire leur service militaire, d'après les chiffres de cette armée. La durée du service militaire est de trois ans pour les garçons et de deux ans pour les filles. Par ailleurs, les nouvelles font part de l'escalade des désertions chez les officiers et les gradés de l'armée israélienne, ce qui laisse présager une grave crise, au sein de l'armée, qui constitue, d'ailleurs, l'un des principaux piliers du régime belliciste et occupant israélien. On parle de diverses raisons et facteurs à l'origine du refus des jeunes israéliens de servir sous les drapeaux. Les Juifs qui, sous l'influence des campagnes médiatiques du régime sioniste, immigrent en Palestine occupée, se rendent, aussitôt, compte qu'ils sont, en effet, utilisés comme des instruments par ce régime, pour poursuivre ses politiques expansionnistes et occupantes. En obligeant les jeunes juifs à rejoindre l'armée et à servir sous les drapeaux, l'entité sioniste s'entretient pour réaliser ses objectifs criminels dans la région. C'est cet état de fait qui a, en effet, conduit les jeunes israéliens à manifester de plus en plus de réticence à s'impliquer dans la répression des Palestiniens, crimes dont ils ont honte. En tout état de cause, les échecs du régime sioniste devant la résistance des Palestiniens et des Libanais ont créé une sorte de crainte chez les Sionistes, les conduisant à refuser d'accomplir leur service militaire. La désertion des jeunes israéliens, parallèlement à l'intensification de l'émigration des Juifs de la

Palestine occupée, témoigne, certes, de l'aggravation de la crise, au sein de l'entité sioniste, notamment, dans le secteur militaire.

15/10/2009

<http://french.irib.ir>

http://www.alterinfo.net/notes/Les-jeunes-israeliens-essayent-d-echapper-au-service-militaire_b1643892.html

2-3 Sur le terrain.

Israël chasse les militants étrangers de Cisjordanie.

Les autorités de l'occupation israélienne ont durci les restrictions qu'elles exercent sur les Palestiniens de la Cisjordanie occupée qui luttent pour préserver leurs terres. Selon la chaîne satellitaire qatarie Al Jazeera, elles ont expulsé dernièrement des dizaines de militants étrangers venus assister les Palestiniens dans le village de Bourine, au sud de Naplouse, dans la cueillette des olives dans les terres situées à proximité des colonies sionistes. Elles les ont également menacés de les expulser hors de la Palestine et d'imposer une contravention aux Palestiniens qui leur demandent assistance

Selon un des habitants du village en question, le Palestinien Bilal Eid (42 ans), après avoir perquisitionné leurs terres, les soldats de l'occupation leur ont demandé de ne plus demander assistance auprès des militants étrangers, sous peine de payer une amende de 2.000\$ et plus.

Eid a assuré avoir obtenu confirmation de cette décision auprès du bureau de liaison palestinien auquel toutes les décisions israéliennes sont transmises.

"La gravité (de cette décision) réside dans le fait que les citoyens palestiniens ne pourront plus empêcher la confiscation de leurs terres, ni transmettre leur endurance au monde à travers ces militants. De plus, leur absence va faciliter la tâche aux colons pour réprimer encore plus les Palestiniens et prendre d'assaut leurs terres sans aucune surveillance" s'est plaint Eid.

Lequel a souligné l'importance que jouent ces militants diffusés un peu partout dans les villages de la Cisjordanie et qui "dévoilent à leurs états et aux organisations humaines la réalité des exactions et des crimes commis par l'occupation israélienne et réfute ses mensonges à travers lesquels elle fait croire le monde entier que les Palestiniens sont des criminels et les agresseurs des colons".

Pour leur part, les militants étrangers ont refusé de quitter les territoires palestiniens. Par la voix de leur porte-parole, le britannique Peter Leder, ils assurent qu'ils feront tout pour revenir au cas où les israéliens en viennent à les expulser. " Nous ne laisserons jamais les Palestiniens lutter seuls contre les Israéliens" a-t-il affirmé.

<http://www.almanar.com.lb/newssite/NewsDetails.aspx?id=107789&language=fr>

(lire la suite).

Bulletin Palestine, 23 octobre 2009

2-4 Les grandes manœuvres...

Craignant d'être arrêté, un ministre israélien annule sa visite en Grande-Bretagne.

Le vice-Premier ministre Moshe Yaalon a annulé une visite qu'il devait effectuer en [Grande-Bretagne](#), craignant d'être arrêté en raison de soupçons de crimes de guerre qui pèsent sur lui, a annoncé lundi à Jérusalem un porte-parole, Alon Ofek-Arnon.

Cette décision de Moshe Yaalon, ancien chef d'état-major de l'armée, intervient une semaine après que des activistes palestiniens eurent tenté, sans succès, de faire arrêter le ministre israélien de la Défense Ehoud Barak lors d'une visite en Grande-Bretagne.

"C'est une campagne pour délégitimer Israël", a affirmé Moshe Yaalon dans un communiqué.

6/10

<http://fr.news.yahoo.com:80/3/20091005/twl-israel-palestiniens-gb-951b410.html>

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

Quelque 1 200 enfants risquent d'être expulsés

TEL AVIV, 22 octobre 2009

Eli Yishai, ministre israélien de l'Intérieur, a annoncé qu'il ne régulariserait pas la situation d'environ 1 200 enfants de travailleurs immigrés, une annonce qui a poussé plusieurs ONG (organisations non gouvernementales) à mener une campagne contre les expulsions.

Ces 1 200 enfants ne sont pas concernés par le dispositif gouvernemental de 2006 qui avait permis de régulariser la situation de plus de 600 enfants de travailleurs immigrés.

« Leurs parents les utilisent pour obtenir une régularisation de leur propre situation en Israël...

Si nous ne les expulsions pas, les travailleurs immigrés continueront à exploiter la générosité de l'Etat d'Israël », a déclaré M. Yishai.

La plupart des contrats de travail des immigrés contiennent une clause leur interdisant d'avoir des enfants en Israël, et obligeant les femmes enceintes à quitter le pays. De nombreuses ONG dénoncent cette clause, qu'elles qualifient d'inhumaine et draconienne.

Malgré cette disposition, l'Autorité de l'Education de Tel Aviv estime que 2 000 enfants d'immigrés sont nés en Israël au cours des 10 dernières années.

Environ 250 familles risquent d'être expulsées, de même que des centaines d'enfants nés en Israël au cours des trois dernières années, d'après des activistes menant une campagne de défense des droits des migrants. En juillet, OZ (l'unité opérationnelle de la nouvelle Autorité israélienne de l'immigration) a lancé une opération visant à expulser près de 300 000 immigrés illégaux et personnes en situation irrégulière, d'après Tziki Sela, directeur d'OZ.

Des critiques de la part de certains membres du Parlement et de leaders religieux et communautaires ont forcé le Premier ministre Benjamin Netanyahu à reporter l'expulsion des familles de travailleurs immigrés avec enfants : alors qu'elle devait débiter le 1er août, l'opération a été suspendue pour trois mois.

Parallèlement, d'après un rapport officiel d'OZ, dont IRIN a pris connaissance le 21 octobre, 700 travailleurs immigrés sans enfants ont été expulsés depuis le 1er juin 2009, et 2 000 ont « volontairement quitté le territoire ». Le 12 octobre, une commission parlementaire sur les travailleurs immigrés a décidé de commencer à expulser les enfants d'ici le début du deuxième semestre 2010, au moment de la fermeture des écoles.

Campagne anti-expulsions

Le gouvernement prévoit de procéder aux expulsions malgré une campagne anti-expulsions « massive » (selon de hauts responsables israéliens) menée par plusieurs ONG et organisations humanitaires, dont Moked, la ligne d'assistance téléphonique destinée aux travailleurs immigrés.

Karen Tal, directeur de l'école publique de Bialik-Rogozin, dans le sud de Tel Aviv, a dit à des journalistes que quelque 302 élèves de l'école (sur 784) seraient concernés par l'expulsion si M. Yishai ne changeait pas d'avis. M. Tal a évoqué les difficultés et les incertitudes auxquelles les enfants sont confrontés depuis que le gouvernement a révélé, en juin, son intention de les expulser.

Des sources de l'Autorité de l'immigration et de l'unité OZ ont dit à IRIN qu'elles n'avaient pas l'intention d'intervenir dans les écoles, bien qu'il soit relativement facile d'y arrêter les enfants et les parents.

<http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportId=86705>

Incidents à l'esplanade des Mosquées de Jérusalem.

La police israélienne a fermé dimanche l'esplanade des Mosquées de Jérusalem à la suite de heurts avec des manifestants palestiniens qui ont fait une dizaine de blessés légers. Parmi les blessés figurent deux policiers. Trois manifestants ont été arrêtés.

La semaine dernière des incidents analogues sur ce même site avaient fait une trentaine de blessés.

L'esplanade, qui abrite les mosquées d'Al Aksa et du Dôme du rocher, est considérée comme le troisième lieu saint de l'islam après la Mecque et Médine, en Arabie saoudite.

La sécurité avait été renforcée par les forces de sécurité israéliennes sur terre-plein qui surplombe le mur des Lamentations, à l'occasion de la fête juive des Cabanes, qui clôt la semaine du Grand Pardon.

Adnane al Husseïni, gouverneur palestinien de Jérusalem-Est, a déclaré que les policiers interdisaient l'accès à l'esplanade, même si des fidèles musulmans s'y trouvaient depuis la veille.

Micky Rosenfeld, porte-parole de la police israélienne, a précisé que cette "fermeture aux visiteurs" était une mesure de précaution pour éviter des violences sur ce site appelé mont du Temple par les juifs et Noble Sanctuaire par les musulmans.

Selon Husseïni, "la situation est très tendue dans la vieille ville", où un conseiller du Premier ministre palestinien Salam Fayyad, Khatem Abdel Khader, a été arrêté pour incitation à la violence.

Par la suite, les autorités israéliennes ont semblé alléger le blocus en laissant passer femmes, enfants et personnes âgées palestiniens sur l'esplanade.

La seconde intifada palestinienne avait éclaté en septembre 2000 après une visite de l'ancien Premier ministre israélien Ariel Sharon sur ce lieu hautement symbolique du conflit israélo-palestinien.

La partie orientale et arabe de Jérusalem a été conquise et annexée durant la guerre de 1967 par Israël, qui a proclamé ensuite que la ville réunifiée serait sa capitale à jamais, une initiative qui n'est reconnue par aucun pays étranger

4/10

http://fr.news.yahoo.com/4/20091004/twl-po-violences-38cfb6d_1.html

800 nouveaux logements en construction en Cisjordanie, selon 'La Paix maintenant'.

Plusieurs centaines de logements sont en cours de construction dans des colonies de Cisjordanie occupée, en dépit des appels de la communauté internationale à stopper les implantations, a indiqué hier le mouvement La Paix maintenant dans un rapport. Selon ce mouvement opposé à la colonisation, les nouveaux chantiers, lancés ces trois derniers mois, concernent 800 logements dans 34 colonies.

En outre, La Paix maintenant précise que 55 bâtiments sont sur le point d'être terminés et que les fondations pour 50 autres habitations sont en train d'être creusées.

Selon le rapport, ces projets ne concernent pas les 2 400 unités de logement déjà en chantier et dont Israël entend poursuivre la construction, même en cas de ralentissement de la colonisation.

6/10

http://www.lorientlejour.com:80/category/International/article/633551/800_nouveaux_logements_en_construction_en_Cisjordanie_selon_La_Paix_maintenant.html

Les autorités d'occupation israéliennes mettent en exécution de nouveaux plans d'implantation.

Les autorités d'occupation israéliennes ont commencé l'exécution d'un plan intitulé /les 7 étoiles/ et l'intensification de la colonisation israélienne aux alentours des agglomérations palestiniennes dans les territoires palestiniens occupés en /1948/.

La chaîne satellitaires al-Jazeera a indiqué dans un reportage que ce projet comporte également l'annonce de l'établissement de /4/ colonies à Néguev, au triangle, à Nazareth et en Galilée, et ce, dans le cadre d'un plan pour judaïser ces régions.

M. Hanna Sweid, membre du FDLP dans les territoires occupés en /1948/, a fait noter que ces plans sont un nouveau genre de judaïsation, notamment après l'échec du gouvernement israélien de judaïser ces régions par les méthodes traditionnelles.

Mme Enayat Jalal Banna, planificatrice des villes, a souligné que ce plan israélien entre dans le cadre d'un programme complémentaire visant à judaïser lesdites régions, indiquant que ces plans portent des dimensions sociales qui introduirait un nouveau mode de vie israélien, imposé sur les localités palestiniennes et les villages environnants.

17/10

A. Chatta & T. Slimani

<http://www.sana.sy/fra/55/2009/10/17/250389.htm>

Non au nettoyage ethnique !

Des colons attaquent une famille palestinienne à Sheikh Jarrah et blessent 7 personnes

Les colons qui se sont récemment emparés de la maison de la famille Gawi, expulsée par la force de chez elle à Sheikh Jarrah le 2 août 2009, ont attaqué hier le campement palestinien installé à l'extérieur. Selon les sources locales, sept palestiniens ont été blessés, et quatre arrêtés. L'attaque a commencé entre 8h et 8h30, lorsque le chauffeur d'un camion de livraison de meubles pour la maison occupée, accompagné de quatre colons, a agressé un gamin de 5 ans de la famille Gawi, qui jouait à côté.

Les colons ont alors attaqué la petite tente où vit la famille Gawi depuis son expulsion. A ce moment là, il y avait sous la tente principalement des femmes et des enfants. Une Palestinienne, violemment frappée par le chauffeur du camion, a été transportée à l'hôpital. Une bagarre s'en est immédiatement suivie, impliquant au moins 15 colons. Plusieurs membres de la famille ont été légèrement blessés et une adolescente de 15 ans du voisinage a été blessée par la chute d'un poste de télévision quand les colons ont fait tomber la tente.

Lorsque la police est arrivée, ils n'ont pas essayé de stopper l'attaque des colons contre la famille et ont arrêté 4 palestiniens. 2 ont été relâchés et deux autres, Khalet Gawi et Saleh Diab, ont été transportés à l'hôpital. La police leur a demandé de revenir le lendemain au poste pour interrogatoire. 4 colons ont été emmenés pour interrogatoire et immédiatement libérés.

Les familles Gawi et Hannoun, qui comprennent 53 personnes, dont 20 enfants, sont sans logis depuis leur expulsion par la force de chez elles le 2 août 2009. Les forces israéliennes ont encerclé les maisons des deux familles à 5h30 du matin et, brisant les fenêtres, ont traîné tous les habitants dans la rue. La police a également démoli la tente de protestation installée à côté, dressée par Um Kamel à la suite de l'expulsion forcée de sa famille en novembre 2008.

Actuellement, les trois maisons sont occupées par des colons et un agent de sécurité israélien patrouille dans le secteur 24 heures sur 24. Les familles Hannoun et Gawi, laissées sans aucun autre logement depuis août, continuent de protester contre leur expulsion illégale depuis le trottoir en face de leurs maisons, soumises aux attaques constantes des colons et au harcèlement de la police.

Le quartier Karm Al-Ja'ouni, à Sheikh Jarra, abrite 28 familles palestiniennes, toutes réfugiées depuis 1948, et dont les maisons leur ont été données par l'UNRWA et le gouvernement jordanien en 1956. Elles sont toutes menacées d'expulsion, comme les familles Hannoun, Gawi et al-Kurd.

L'objectif des colons est de transformer tout le quartier en une nouvelle colonie juive et de créer un continuum juif qui coupera de fait la Vieille Ville des quartiers palestiniens du nord.

L'implantation de colonies juives à Jérusalem Est et en Cisjordanie est illégale selon de nombreuses lois internationales, dont l'article 49 de la 4ème Convention de Genève.

Source : [Palsolidarity](#)

21/10

Traduction : MR pour ISM

http://www.alterinfo.net/Non-au-nettoyage-ethnique-!-Des-colons-attaquent-une-famille-palestinienne-a-Sheikh-Jarrah-et-blessent-7-personnes_a38233.html

2-14 Prisons & tortures : Déclaration

14-10

Le frère d'un porte-parole du mouvement palestinien Hamas est mort après avoir été torturé dans une prison égyptienne, affirme le groupe.

Youssef Abou Zouhri serait mort d'une hémorragie interne. Il était le frère de Sami Abou Zourhi, un des porte-voix de l'organisation. Mardi, un second porte-parole du Hamas, Faouzi Barhoum, a exhorté l'Égypte à mener une enquête.

D'après un responsable de la prison égyptienne, Abou Zouhri serait décédé en raison de faiblesses du cœur et des reins, des problèmes de santé qui existaient déjà lors de son incarcération.

Il avait été arrêté en avril pour entrée illégale sur le territoire égyptien.

D'après les groupes de défenses de droits de l'Homme, la torture est pratiquée systématiquement dans les prisons d'Égypte.

AP

http://fr.news.yahoo.com/3/20091014/twl-egypte-palestiniens-hamas-1be00ca_2.html

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Iran

Ahmadinejad: "l'entité sioniste existe grâce à la guerre psychologique"

Extrait

Le président Ahmadinejad a estimé que l'entité sioniste a été fondée et perdue encore grâce à la guerre psychologique. " Sans guerre psychologique, il ne resterait rien de cette entité" a-t-il précisé lors d'une rencontre à Téhéran intitulée: " la guerre psychologique et les médias".

Selon le dirigeant iranien, le régime a depuis sa fondation "réprimé les innocents, tout en se présentant lui comme étant l'opprimé, et ce grâce aux médias et à la guerre psychologique".

Évoquant les crimes israéliens commis contre la Bande de Gaza, il a déclaré que " le monde entier a vu de ses propres yeux la guerre sauvage qu'il y a mené, mais lui et ses alliés tentent de marginaliser le sujet de Gaza à travers les médias, en déclenchant une guerre psychologique".

<http://www.almanar.com.lb> 12 Octobre 2009

http://www.alterinfo.net/Ahmadinejad-l-entite-sioniste-existe-grace-a-la-guerre-psychologique_a37855.html

Admettons que l'holocauste soit un fait réel, mais ce sont les Européens qui l'avaient commis. Pourquoi alors ce sont les Palestiniens qui en payent le prix ?

Au cours du jour mondial de la ville d'Al-Quds, vendredi 18 septembre 2009, les Iraniens sont sortis par millions, à Téhéran comme dans toutes les autres villes iraniennes. Ils sont sortis célébrer ce jour mis en place par le défunt Khomeiny.

Les masses condamnaient les agressions sionistes pratiquées contre la sainte ville d'Al-Quds et contre le peuple palestinien tout entier.

L'envoyé de notre Centre Palestinien d'Information (CPI) dans la capitale iranienne Téhéran rapporte que les manifestants répétaient les slogans « A bas les Etats-Unis », « A bas "Israël" ».

Ils déclaraient leur volonté d'aller en Palestine pour la défendre et défendre la sainte mosquée d'Al-Aqsa.

Ils appelaient les gouvernements arabes et islamiques et la communauté internationale à réagir pour stopper les mesures prises par les occupants israéliens dans la ville d'Al-Quds.

Le président Mahmoud Ahmadinejad a donné un discours aux manifestants. Il a confirmé que toutes les mesures et tous les crimes commis par les occupants israéliens sont des crimes contre l'humanité. Il a réaffirmé encore une fois le soutien du peuple iranien et de son gouvernement au peuple palestinien et à sa résistance.

Le devoir de la nation musulmane est de faire barrage à l'Entité sioniste qui met tous les peuples de la région en danger, a-t-il dit.

Les Juifs continuent à mettre en avant l'injustice qu'ils avaient subie.

Ils ne veulent que justifier leur occupation des territoires palestiniens.

Admettons, dit le président iranien, que l'holocauste soit un fait réel, mais ce sont les Européens qui l'avaient commis. Pourquoi alors ce sont les Palestiniens qui en payent le prix ?

21/09/2009

CPI

Turquie

Une série TV turque montre des massacres d'enfants.

15-10

La télévision israélienne a décrit un extrait de la série montrant un acteur représentant un soldat de Tsahal, visant une jeune fille souriante et l'abattant d'une balle à bout-portant dans la poitrine.

La série raconte la vie d'une famille palestinienne, et a été diffusée par la 1ère chaîne publique turque TRT mardi. On y voit aussi un nouveau-né tué après que sa mère enceinte ait accouché à un barrage routier de l'armée israélienne, d'après la radio de Tsahal.

Le ministre Lieberman estime dans un communiqué que ce programme télévisé diffusé en Turquie est une provocation contre Israël "de la plus haute gravité".

"Une telle série, qui n'a aucun rapport avec la réalité, qui montre des enfants innocents assassinés par des soldats israéliens, ne devrait même pas être diffusée dans un pays ennemi, et encore moins dans un pays qui entretient des relations diplomatiques avec Israël", selon Lieberman.

Le ministre des affaires étrangères israélien a demandé la convocation de l'ambassadeur turc en Israël, pour protester contre la diffusion d'une série télévisée dans laquelle des soldats israéliens assassinent des enfants, a indiqué mercredi le ministère.

C'est le dernier signe d'un durcissement des relations entre les deux pays, qui entretiennent pourtant des liens étroits en matière de défense.

AP

http://fr.news.yahoo.com/3/20091015/twl-israel-turquie-television-951b410_2.html

b) Le Monde

1 Usa (le parrain)

1 Obama

Exclusif : Obama a accepté de garder le secret sur l'arsenal nucléaire d'Israël.

Obama a réaffirmé l'accord tacite sur le secret de 40 ans qui a permis à Israël de garder son arsenal nucléaire sans l'ouvrir aux inspections internationales, ont déclaré trois hauts fonctionnaires au courant de l'accord tacite. Les hauts fonctionnaires, qui ont parlé à condition de ne pas être nommés, ont déclaré que M. Obama s'est engagé à maintenir l'accord, lorsqu'il a reçu pour la première fois en Mai, le Premier Ministre Israélien Benjamin Netanyahu, à la Maison Blanche.

Entendez par « accord tacite » que les États-Unis ne feront pas pression sur Israël pour révéler ses armes nucléaires ou pour signer le Traité de Non Prolifération nucléaire (TNP), qui pourrait obliger Israël à abandonner son arsenal estimé à plusieurs centaines de bombes nucléaires.

Israël était nerveux que M. Obama ne poursuive pas l'« accord tacite » en place depuis 1969 en raison de son soutien important pour la Non Prolifération et sa priorité d'empêcher l'Iran de développer des armes nucléaires. Les États-Unis et cinq autres puissances mondiales ont réalisé des progrès lors des entretiens de Jeudi avec l'Iran à Genève, alors que l'Iran a donné son accord de principe pour transférer une certaine quantité de son fuel, pouvant servir à la fabrication de bombe, hors du pays et pour ouvrir son site récemment révélé à l'inspection internationale.

La semaine dernière, dans une remarque qui a attiré peu d'attention, M. Netanyahu a laissé entendre que l'accord Israélo-Américain pourrait être compromis. Il avait été questionné par la chaîne Israélienne Channel 2 s'il s'inquiétait que le discours de M. Obama à l'Assemblée Générale de l'ONU, pour un monde sans arme nucléaire, puisse s'appliquer à Israël.

« Il est tout à fait clair, vu le contexte du discours, qu'il parlait au sujet de la Corée du Nord et de l'Iran, » a déclaré le leader Israélien.

« Mais je voudrais vous rappeler que lors de ma première rencontre avec le Président Obama à Washington, j'ai reçu de lui, et j'ai demandé à recevoir de lui, une liste détaillée des « accords tacites » stratégiques qui existent depuis de nombreuses années entre Israël et les Etats-Unis sur cette question. Et ce n'est pas pour rien que je l'ai demandé, et ce n'est pas pour rien que j'ai obtenu [ce document]. »

Cet accord tacite sur le nucléaire remonte au sommet du 25 Septembre 1969 entre le Président Nixon et le Premier Ministre Israélien Golda Meir. Avner Cohen, auteur d'« Israël et la bombe » et principale autorité, en dehors du gouvernement Israélien, sur l'histoire du programme nucléaire Israélien, a indiqué que l'accord consiste à ce que « les Etats-Unis acceptent passivement le statut des armes nucléaires Israéliennes tant qu'Israël ne dévoile pas publiquement ses capacités ou ne réalise pas de test. »

Il n'y a aucune trace formelle de l'accord, et ni le gouvernement Israélien ni le gouvernement Américain ne l'ont jamais publiquement reconnu. Cependant, en 2007, un mémo déclassifié du 19 Juillet 1969, du conseiller pour la sécurité nationale, Henry Kissinger, représente le document le plus révélateur de la politique des États-Unis sur la question. Ce memo dit, « même si nous aurions idéalement aimé stopper la possession Israélienne actuelle, ce que nous voulons vraiment au minimum, est juste de d'empêcher que la possession israélienne ne devienne un fait international établi. »

M. Cohen a déclaré que politiquement cela consiste en « Ne demandez pas, n'en parlez-pas ».

Le gouvernement Netanyahu a cherché à réaffirmer cet accord tacite en partie parce que l'Iran demandera que le programme nucléaire Israélien soit révélé, dans ses négociations avec les Etats-Unis et les autres puissances mondiales. L'Iran a fréquemment accusé les États-Unis de mener une politique du « deux poids, deux mesures », en ne s'opposant pas à l'arsenal d'Israël.

M. Cohen a déclaré que la réaffirmation et le fait que M. Netanyahu ait voulu et obtenu un document écrit de cet accord « tacite » (qui ne l'est plus du coup) suggère qu'« il s'avère non seulement qu'il n'y ait eu aucun accord écrit de ce qui avait été convenu en Septembre 1969 mais il apparaît également de façon évidente, que même les

notes des deux leaders (Nixon et Golda Meir) pourraient ne plus n'exister. Ce qui signifie que Netanyahu a voulu avoir quelque chose d'écrit qui sous-entende cet accord tacite. Cela confirme également que les Etats-Unis sont en fait associés dans la politique d'opacité nucléaire d'Israël. »

Jonathan Peled, un porte-parole de l'ambassade Israélienne à Washington, a refusé de commenter, de même le Conseiller à la Sécurité Nationale de la Maison Blanche.

L'accord tacite secret pourrait saper l'objectif de l'administration Obama d'avoir un monde sans arme nucléaire. En particulier, il pourrait mettre à mal les efforts des États-Unis pour mettre en vigueur le Traité d'arrêt complet des essais et le Traité de coupure de matière fissile (Comprehensive Test Ban Treaty and the Fissile Material Cutoff Treaty), deux accords que les administrations des États-Unis ont par le passé conclu qu'ils devraient s'appliquer aussi à Israël. Ils consistent en l'arrêt des essais nucléaires et de la production du combustible pour les armes.

Un membre du personnel du Sénat, au courant de la « réaffirmation » de Meir, qui a demandé à ne pas être nommé en raison de la sensibilité du sujet, a dit, « ce que cela signifie, c'est que le président a donné des engagements que politiquement il n'a pas d'autre choix que de céder concernant le programme nucléaire Israélien. Cependant, cela remet en question pratiquement tous les volets de l'agenda présidentiel pour la non-prolifération. Le président a donné à Israël une carte « libéré de prison » concernant le Traité de Non Prolifération. »

Daryl Kimball, directeur exécutif de l'Arms Control Association, a déclaré que le manœuvre était moins nuisible à la politique des États-Unis.

« Je pense que les deux présidents entrants des Etats-Unis et d'Israël voulaient de faire clarifier les précédents accords tacites entre leurs gouvernements sur cette question, » a-t-il dit.

Toutefois M. Kimball a ajouté, « je suis profondément en désaccord avec le discours du Président Obama concernant M. Netanyahu. La résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU de 1887 s'applique à tous les pays indépendamment des accords tacites secrets entre les États-Unis et Israël. Un monde sans armes nucléaires est compatible avec l'objectif déclaré d'Israël d'avoir un Moyen-Orient exempt d'armes de destruction massive. Le message d'Obama devrait être que les mêmes responsabilités sur la non-prolifération et le désarmement devraient s'appliquer à tous les états et pas simplement à quelques uns. »

La doctrine nucléaire d'Israël est connue sous le nom de « the long corridor ». Selon cette doctrine, Israël commencerait à considérer le désarmement nucléaire seulement après que tous les pays officiellement en guerre contre eux, aient signé des traités de paix et que tous les pays voisins abandonnent, non seulement, leurs programmes nucléaires, mais également leurs arsenaux chimiques et biologiques. Israël voit ses armes nucléaires comme une garantie existentielle dans un environnement hostile.

David Albright, président de l'Institut pour la Science et la Sécurité Internationale, a déclaré qu'il espère que l'administration Obama n'a pas fait trop de concessions à Israël.

« On espère que le prix de telles concessions est l'accord Israélien avec le Comprehensive Test Ban Treaty et le Fissile Material Cutoff Treaty et l'acceptation de l'objectif à long terme d'une zone sans arme de destruction de masse au Moyen-Orient, » a-t-il dit. « Autrement, l'administration Obama aurait payé le prix cher, étant donné sa vision pour un monde exempt d'armes nucléaires. »

[Traduction Alter Info](#)

Lundi 05 Octobre 2009

<http://www.washingtontimes.com/news/2009/oct/02/president-obama-has-reaffirmed-a-4-decade-old-secr/>

http://www.alterinfo.net/Exclusif-Obama-a-accepte-de-garder-le-secret-sur-l-arsenal-nucleaire-d-Isarel_a37583.html

2 Les grandes manœuvres

Manœuvres communes américano-israéliennes.

D'après l'annonce de certaines autorités israéliennes, les manœuvres communes des Etats-Unis et d'Israël débuteront, aujourd'hui, dans le Sud de la Palestine occupée, pour tester la coordination des systèmes de missiles anti-missiles des deux parties et dureront jusqu'au 5 novembre. Les autorités sionistes ont déclaré que ces manœuvres avaient des objectifs défensifs. Des hauts placés du ministère de la Défense israélien ont déclaré que trois systèmes anti-missiles américains, le "THAAD", l' "Aegis" et le "PAC-3", ainsi que le système israélien "Arrow", seraient testés, au cours des manœuvres. 17 navires de guerre américains prendront part aux exercices. Les Etats-Unis ont déployé plus de 1.300 soldats dans les bases militaires israéliennes. Cette manœuvre est baptisée "Jupiter Cobra" et, selon "Yediot Aharonot", les opérations de détection des missiles, ainsi que la simulation de lancement de missiles de longue portée seront exécutées au cours de ces manœuvres. L'armée du régime sioniste a annoncé que ces manœuvres n'étaient dirigées en réaction contre aucun pays et que sa programmation avait été faite, il y a un an. A ce propos, la radio du régime de Tel-Aviv a annoncé que ce régime avait assuré certains pays de la région que ces manœuvres étaient purement défensives. Pourtant, malgré les allégations des autorités du régime usurpateur sur la nature défensive de ces manœuvres avec les Etats-Unis, la révélation de manœuvres communes avec l'Italie, ces dernières semaines, fait état des agissements militaires secrets d'Israël dans la région. La radio de ce régime a révélé qu'Israël et l'Italie avaient procédé à des manœuvres communes, il y a deux semaines. Lors de ces manœuvres aériennes entre les armées de l'air des deux parties, des combats aériens, des attaques contre des cibles sur terre, ainsi que des ravitaillements en vol, ont été menés avec la participation des avions F 15 et F 16 israéliens. Cette nouvelle a été

diffusée par la radio du régime occupant Qods, juste après l'annulation, par la Turquie, de ces manœuvres communes avec ce régime, en raison de la poursuite du blocus de la bande de Gaza.

Écrit par L'IRIB

Mercredi - 21 Octobre

http://french.irib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=26483&Itemid=0

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Otan - 3 Onu - 4 Nations Unies - Banque Mondiale- Mouvement des non-alignés (MNA)

L'ONU dénonce l'existence d'un centre secret d'interrogatoire en Israël.

Le Comité anti-torture de l'ONU a dénoncé mardi l'utilisation par le "Service général de sécurité" israélien d'un centre secret de détention et d'interrogatoires.

A l'occasion de l'examen de la situation en Israël, les 10 experts indépendants du Comité anti-torture (CAT) ont interrogé mardi les représentants de l'Etat israélien sur cette "installation 1391" située dans un "lieu indéterminé d'Israël et inaccessible pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et pour les avocats et les proches des détenus".

"Le Comité a reçu des plaintes sur des tortures, des mauvais traitements et des conditions de détention déficientes dans ces installations" et a demandé que le CICR puisse avoir accès à tous les détenus de "l'installation 1391".

Selon des informations reçues par le CAT, "certains officiers israéliens de la Sécurité soumettent les détenus palestiniens à des actes qui violent la Convention (contre la torture) avant, pendant et après les interrogatoires". Les faits rapportés vont de passages à tabac à l'imposition de postures douloureuses et prolongées en passant par des menottes serrées excessivement, des secousses violentes, la privation de sommeil ou des torsions brutales de la tête.

Dans une réponse écrite, Israël a nié l'utilisation de ce centre d'interrogatoires: "l'ISA (agence de sécurité israélienne) n'utilise pas ce centre depuis maintenant des années et aucun interrogatoire n'y est mené. En outre il n'a pas été utilisé comme lieu de détention depuis septembre 2006".

Les allégations de torture ont fait l'objet d'enquêtes et "aucun élément donnant lieu à des poursuites pénales n'a été découvert", ont assuré les autorités israéliennes.

Le Comité s'est par ailleurs étonné que le recours à la "détention administrative" soit qualifié "d'exceptionnel" par les autorités israéliennes alors que "900 Palestiniens ont été maintenus en détention administrative en 2007 et que certains, dont d'anciens ministres du Hamas, semblent avoir été retenus en vue de faire pression sur le Hamas pour la libération du soldat israélien Gilad Shalit".

Les experts de l'ONU ont également critiqué une ordonnance militaire s'appliquant à la Cisjordanie qui permet la détention durant huit jours d'enfants âgés de 12 ans ou plus, "accusés ou non de délits contre la sécurité", sans être présentés à un juge militaire.

Selon le Rapporteur spécial de l'ONU sur la protection des droits de l'Homme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, 700 mineurs palestiniens ont ainsi été placés en détention en 2006, dont 25 restent privés de liberté en vertu d'ordres de détention administrative".

"A la lumière de la situation de sécurité à laquelle est confronté Israël, l'utilisation de cette méthode est obligatoire et essentielle pour prévenir les activités terroristes", a répondu Israël.

La même ordonnance militaire "permet que les détenus soient maintenus jusqu'à 90 jours sans accès à un avocat, et jusqu'à 188 jours sans être inculpés", a insisté le CAT.

Enfin, les experts du Comité ont demandé à l'Etat israélien "quelles mesures ont été adoptées pour répondre à l'appel du Haut commissaire de l'ONU pour les droits de l'Homme de mettre fin immédiatement au blocus israélien de Gaza, qui prive par la force un million et demi de Palestiniens des droits de l'Homme les plus élémentaires".

Le Comité, réuni mardi, doit entendre les réponses des représentants d'Israël et rendra son rapport à l'issue de sa session, le 15 mai prochain.

5 mai 2009

(AFP)

6 Ue

Solana : "Israël est membre de l'UE".

La phrase a été prononcée, mercredi à Jérusalem, par le porte-parole de la diplomatie européenne en personne.

"Israël permettez-moi de le dire, est un membre de l'Union européenne sans être membre de ses institutions", a déclaré mercredi Javier Solana, le diplomate en chef de l'Union européenne, à Jérusalem devant un parterre de personnalités des milieux politiques et d'affaires.

L'Etat juif, a-t-il souligné, "est partie prenante à tous les programmes" de l'Europe des 27, notamment dans les domaines de la recherche et de la technologie. "Aucun pays hors du continent n'a le type de relations qu'Israël entretient avec l'Union européenne."

"Je ne vois pas le président de la Croatie ici", a poursuivi Solana en scrutant l'assistance, qui a vivement applaudi sa 'démonstration'. "Mais je dois vous dire, puisqu'il n'est pas là - et il est pourtant candidat à l'entrée dans l'Union européenne -, que votre relation avec l'Union européenne est plus forte que celle de la Croatie". "Ne lui répétez pas", a encore ajouté le haut représentant de la politique étrangère et de sécurité commune, se voulant facétieux. Le président croate, qui appréciera, est actuellement en visite en Israël et devait s'adresser plus tard au même auditoire des participants à la "Conférence présidentielle israélienne". La Croatie est le mieux placé des pays officiellement candidats à l'UE, qu'elle pourrait rejoindre en 2012.

Israël n'a jamais fait acte de candidature à l'Europe.

Reuters

21/10/09 -

[http://www.europe1.fr/Info/Actualite-Internationale/Europe/Solana-Israel-est-membre-de-l-UE/\(gid\)/249909](http://www.europe1.fr/Info/Actualite-Internationale/Europe/Solana-Israel-est-membre-de-l-UE/(gid)/249909)

Solana se réjouit de la répression et de la collaboration du Fatah en Cisjordanie occupée.

Le plus haut responsable de la politique étrangère de l'Union Européenne, Javier Solana, a félicité le Fatah et les milices palestiniennes « de sécurité » lors d'une visite dans la ville de Ramallah en Cisjordanie ce lundi.

« Lorsque les Palestiniens prennent le contrôle sur des questions difficiles comme la sécurité ils font un très bon boulot », a déclaré le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité au cours d'une conférence de presse commune au siège de la mission EUPOL COPPS [on appréciera le jeu de mots - N.d.T], la mission de formation policière de l'UE.

« Je suis très heureux que tout le monde reconnaisse les efforts déployés par les forces de sécurité palestiniennes pour garantir la sécurité dans les territoires sous le contrôle des Palestiniens » [mensonge : les territoires sont sous occupation israélienne et non pas sous contrôle palestinien, même si les Israéliens délèguent certaines tâches répressives aux milices du Fatah - N.d.T], a déclaré Solana dans un communiqué.

« Je l'ai entendu dire du peuple palestinien [lequel ? L'entourage direct d'Abbas très probablement...], des **dirigeants israéliens** [l'occupant est dont content du travail fourni par les collaborateurs palestiniens] et aujourd'hui, je l'ai même lu dans la presse [cela n'est en rien une référence, les médias dominants étant devenus depuis longtemps des instruments de guerre et non des moyens d'information]. »

« Nous sommes fiers si nous y avons contribué [Solana est donc fier d'avoir contribué à l'incarcération de près d'un millier d'opposants politiques dans les geôles du Fatah, plusieurs étant morts sous la torture] et j'espère que nous avons contribué à cela, mais la chose importante c'est les Palestiniens », dit-il, se référant à la mission EUPOL COPPS [Solana aime les Palestiniens, mais à la condition qu'ils soient dociles et qu'ils collaborent avec l'occupant israélien].

Alors qu'il était à Ramallah, Solana a tenu une réunion avec le chef d'EUPOL COPPS, et avec le chef de la mission mission d'assistance [de collaboration] de l'UE, actuellement en sommeil [il faut espérer le plus longtemps possible] au passage de Rafah à la frontière de Gaza avec l'Égypte.

Auparavant Solana a rencontré l'ex-président Mahmoud Abbas et le premier ministre provisoire [non élu], Salam Fayyad.

Sur le même thème :

[Des chefs de la Sécurité formés par la CIA élus à la direction du Fatah - 9 septembre 2009](#)

[Torturé à mort par la police de l'Autorité de Ramallah - 17 juin 2009](#)

[La torture dans les prisons de l'autorité palestinienne - 12 décembre 2008](#)

[Palestine : un état policier sans état - 11 septembre 2007](#)

Ma'an News Agency –

19 octobre 2009 –

Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.maannnews.net/eng/ViewDet...>

Traduction : Info-Palestine.net

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7498

2 Monde

1 Bresil

Boycott : La Commission parlementaire brésilienne des Affaires étrangères et de la Défense nationale a recommandé au Parlement de ne pas ratifier l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'État d'Israël (– 3^{ème} marché d'exportation pour l'Etat hébreu -) jusqu'à ce que «Israël accepte la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967».

2 Danemark

Des organisations canadiennes donnent leur appui à Addameer.

Sensibilisation : les violations des droits en Israël

Montréal, 19 octobre 2009 - Plusieurs organisations canadiennes, dont Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient, ont décidé de soutenir la campagne de l'association ADDAMEER pour le soutien aux prisonniers et les droits de l'homme afin de mettre un terme à la pratique israélienne illégale de la détention administrative telle qu'utilisée avec les Palestiniens. La campagne d'Addameer demande: 1) la fin de la pratique de la détention administrative par Israël; 2) une libération immédiate de tous les détenus administratifs détenus par Israël; et 3) une action diplomatique de la part du Canada pour aider à mettre un terme à de telles pratiques en Israël. Selon Addameer, il y aurait aujourd'hui 7 673 prisonniers politiques palestiniens en Israël, dont 387 sont simplement placés en détention administrative (statistiques d'août 2009).

La détention administrative telle que pratiquée par Israël dans les territoires palestiniens permet au commandement militaire israélien d'emprisonner sans jugement, pour de vagues « raisons de sécurité », n'importe quel suspect palestinien. Elle repose sur des preuves confidentielles présentées aux tribunaux militaires et auxquelles ni le détenu ni son avocat n'ont accès. La période de détention reste indéterminée et peut être reconduite plusieurs fois, voire indéfiniment, sous législation militaire. Plusieurs aspects de la pratique israélienne de la détention administrative contreviennent au droit international, incluant notamment l'article 71 de la 4^{ème} Convention de Genève et l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

« La détention administrative des Palestiniens par Israël est abusive et arbitraire. Elle n'est pas conforme à de nombreuses dispositions du droit international, notamment en ce qui a trait au droit à un procès en bonne et due forme », affirme le président de CJPMO, Tom Woodley. « CJPMO a déjà exploré cette question dans le passé - parallèlement à la question de l'usage de la torture par Israël - et est très fière d'appuyer la campagne d'Addameer. Même si cette nouvelle ne fait pas la manchette, il est primordial que le public canadien et les décideurs politiques soient au courant de l'existence de cette pratique abusive ».

Basée à Ramallah en Palestine, Addameer - qui veut dire conscience en langue arabe - est une association non gouvernementale palestinienne de soutien aux prisonniers et de défense des droits humains. Fondée en 1992 par un groupe d'activistes préoccupés par la question des droits de l'homme, le centre offre un programme d'aide juridique aux prisonniers politiques palestiniens, fait régulièrement des visites dans les prisons pour s'assurer que les conditions de vie des détenus sont adéquates et milite en faveur des droits des prisonniers par le monitoring de la situation dans les territoires palestiniens occupés et la tenue de différentes campagnes de solidarité.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Grace Batchoun

Canadiens pour la Justice et Paix au Moyen-Orient

Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient (CJPMO) est une organisation séculaire, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers qui œuvrent pour que la paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d'influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l'essor durable et équilibré de la région.

20/10

<http://www.mondialisation.ca:80/index.php?context=va&aid=15748>

5 Médias/Vidéos

5-1 Vidéo : 2 août : expulsion de la famille Hannoun

http://www.youtube.com/watch?v=ID2p6d16zBw&feature=player_embedded

5-2 Vidéo : 2 août au soir : l'armée sioniste attaque les manifestants

http://www.youtube.com/watch?v=ZaWMRH9HMJk&feature=player_embedded

5-3 3 août : interview de M. Hannoun (en anglais)

http://www.youtube.com/watch?v=1aO9UrhDax4&feature=player_embedded

5-4 Vidéo : La famille Hanoun dort dans la rue, devant sa maison volée (reportage

AlJazeera)

http://www.youtube.com/watch?v=oF3gN4dLN18&feature=player_embedded

5-5 Vidéo : Manifestation à Bilin.

http://www.youtube.com/watch?v=cQwOhgfG23k&feature=player_embedded

5-6 Vidéo : Vous êtes un terroriste”, crie un Palestinien à Tony Blair lors de sa visite de la Mosquée Ibrahimi, à Al-Khalil (Hébron)

http://www.alterinfo.net/Vous-etes-un-terroriste-, -crie-un-Palestinien-a-Tony-Blair-lors-de-sa-visite-de-la-Mosquee-Ibrahimi,-a-Al-Khalil-Hebron_a38232.html

5-7 Vidéo : Le boycott d'Israël : Pourquoi ? Comment ?

La CAPJO- EuroPalestine a édité une très intéressante brochure – *et un outil de travail* – pour répondre aux questions posées par ceux qui s'interrogent sur l'utilité de boycotter Israël.

Titre : « Le boycott d'Israël : Pourquoi ? Comment ? »

(84 pages – 3 euros – commande : Librairie Résistance - 4, Villa Compoin 75017 Paris - Métro : Guy Moquet).

Rédaction et traduction : Gilles Munier, Xavière Jardez

<http://www.europalestine.com/spip.php?article4356>

5-8 Vidéo : « I am Israel »

Un clip de 6 minutes, en anglais, mise en images du texte « I am Israel » de Hashem Saïd de 2002, réalisé par Hijane Al Quds le 4 septembre 2009. A voir ici sur [You Tube](#)

Omar Soumi, président de Génération Palestine, face à Charles Meyer (vice-président de France-Israël) au cours de l'émission de France 24 «La guerre de Gaza - Le rapport Goldstone : et après ? » (16 minutes). Les Palestiniens gagnent rarement, mais ce fut le cas ici. [A voir sur le site de France 24](#)

Une journaliste d'Al-Jazeera filmée au moment où elle est directement visée par des grenades lacrymogènes israéliennes à Bil'in : <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1112501.html>

Bulletin Palestine, 23 octobre 2009

5-9 «Par le feu et par le sang»,

Israël: quand les terroristes étaient juifs...

Régis Debray

Dans son dernier livre, Charles Enderlin tire de l'ombre les combattants clandestins de l'Irgoun, du groupe Stern et de la Haganah qui ont forgé, «Par le feu et par le sang», le destin d'Israël

Une mine de renseignements déconcertants pour les candides comme vous et moi; et, au second degré, une source d'enseignement pour nos cours d'éducation morale et civique chapitre «fin et moyens»: jusqu'où est-il permis d'aller pour faire triompher une juste cause?

Le récit enlevé et dru de Charles Enderlin, qui traverse les années noires de la préhistoire d'Israël, son combat clandestin pour l'indépendance, depuis la révolte arabe de 1936 jusqu'à 1948, comblera l'amateur d'insolite autant que les chercheurs de vérités. «On n'offre pas d'Etat à un peuple sur un plateau d'argent», disait Chaïm Weizmann, le premier président de l'Etat d'Israël. Malraux voyait dans cette phrase «une plainte amère». Ce n'est qu'un sobre constat, d'application universelle, et toujours contemporain, voir le Kosovo et la Palestine. Les hommes de bronze qui forgent un pays par le feu et par le sang, le leur et celui des autres, figurent rarement, après les fanfares du triomphe, sur le livre d'or des annales officielles. Ces ouvriers de la première heure, plus proches du Sartre des «Mains sales» que du Camus de «l'Homme révolté», Charles Enderlin s'est retroussé les manches pour les tirer du clair-obscur en interrogeant les derniers témoins, en exhumant les dossiers, en raboutant les pièces d'un sidérant puzzle.

Journaliste conséquent et bien documenté, ce familier des coulisses à qui on doit la meilleure histoire aujourd'hui disponible des récentes négociations de paix au Proche-Orient ne se distingue de l'historien que par la facture: il raconte l'histoire passée au présent, donnant ainsi au lecteur l'effroi des romans réalistes. Noir et policier en l'occurrence, puisqu'il s'agit de la lutte clandestine menée par ceux que les occupants britanniques appelaient au début des «gangsters», d'un genre très particulier, il est vrai: intellectuels pour la plupart, portés par une foi messianique, et prêts à se suicider pour la Cause. L'enquête sur les organisations paramilitaires sionistes qu'étaient avant l'indépendance l'Irgoun, le groupe Stern et les débuts de la Haganah, l'ancêtre de Tsahal, révèle quelques lourds secrets de famille, mais n'a rien d'une démythification scandaleuse tant l'auteur montre d'empathie pour cette piétaille du sacrifice. C'est l'histoire vraie de son peuple, et il l'assume.

Menahem Begin, juif polonais rescapé du goulag; Moshe Dayan en jeune volontaire à qui une balle pétainiste arrache un œil sur le front syrien, en 1942; le Paris d'après-guerre où gaullistes et socialistes, la DST aidant, offrent une base arrière à la Haganah et au Mossad; l'odyssée pathétique de l'«Exodus»: voilà, entre cent autres, des rappels illustres.

N'oublions pas non plus l'assassinat en pleine rue de Bernadotte, le médiateur de l'ONU, et le terrible attentat de l'hôtel King David. Oui, une chanson de geste se fait aussi à coups de hold-up, de colis piégés, d'exécutions sommaires, de tueries d'innocents, de grenades dans des boutiques et sur des bus de civils (et pas seulement sur les postes de police). Il y a eu un terrorisme juif, assumé par maints «révisionnistes», résolument pratiqué par l'Irgoun et le Betar, créé en 1935 par Jabotinsky, leader de la droite nationaliste et chantre de «la nation absolue,

fondée sur l'unicité de la race». Ce dernier demanda à ses hommes, après un massacre à l'aveugle, d'épargner autant que possible les femmes et les enfants arabes. «Le baratin contre le terrorisme» fut méthodiquement réfuté par un article, signé de Shamir et d'autres, en juillet 1943. Un texte très argumenté qui expédierait aujourd'hui ses auteurs du côté de l'axe du Mal.

Cette plongée en eaux profondes, nuisible au confort intellectuel des prisonniers du noir et blanc, nous rappelle utilement quelques vérités immémoriales et dérangeantes. Changez les noms. Mettez ici à la place d'Itzhak Shamir et de Menahem Begin, anciens terroristes promus chefs de gouvernement, quelques noms de Palestiniens emprisonnés ou pourchassés, et vous ne perdrez pas tout espoir de voir un jour la paix.

Qu'on se rassure. Le romantisme révolutionnaire n'a pas eu, en Israël, le dernier mot. Car le singulier, le plus admirable de cette histoire un peu partout répétée, c'est la façon dont Ben Gourion et les responsables syndicaux et politiques ont in fine fait rentrer dans le rang tous ces groupes d'activistes, en ramenant, manu militari - en faisant couler au large des côtes un navire rebelle de l'Irgoun, l'«Altalena» -, leurs fanatiques à la raison - d'Etat. Celle-ci exige le monopole de la violence légitime.

Ce retour au classicisme, heureux pour l'avenir démocratique du peuple hébreu, eut son prix: un voile pudique parfois injustement jeté sur la mémoire tragique des immolés de l'ombre. Maintenant, et en français du moins, grâce à Charles Enderlin, justice leur est rendue.

«Par le feu et par le sang. Le combat clandestin pour l'indépendance d'Israël, 1936-1948», par Charles Enderlin, Albin Michel, 364 p., 20,90 euros.

Régis Debray

17 octobre 2009

<http://fischer02003.over-blog.com/article-par-le-feu-et-par-le-sang-37711391.html>

5-10 Gidéon Lévy : GAZA, articles pour Haaretz, 2006-2009

Un avion qui lance une roquette dans une rue noire de monde, un bébé atteint au cerveau par des éclats de missile, un avocat qui propose d'« étrangler » Gaza, un père qui identifie la moitié du corps de son fils grâce à ses chaussettes, des rues entières « mises à nu » par les bulldozers Caterpillar...

Semaine après semaine, jour après jour quand les événements se précipitent, Gideon Levy décrit les horreurs infligées par l'armée et l'aviation israéliennes à la population de Gaza. Et en même temps, il tend un miroir aux lecteurs de Haaretz, le « quotidien de référence » en Israël : il leur montre leur « effarante indifférence », il leur explique que les dirigeants de l'opération « Plomb durci » risquent de se retrouver un jour devant un tribunal à La Haye, il leur assène que « le sang des enfants tués à Gaza est sur nos mains et non sur celles du Hamas, et nous ne pourrions jamais échapper à cette responsabilité. »

« J'aime Gaza », écrit Gideon Levy dans sa préface pour les lecteurs français. Les articles ici réunis sont à la fois un plaidoyer et un réquisitoire, et aussi une raison de se réconcilier avec le journalisme.

Editions La Fabrique –

14.00 euros

Bulletin Palestine, 23 octobre 2009

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19